



Mardi 5 octobre : tous et toutes en grève et en manif ! Pour nos salaires, nos emplois et nos conditions de travail !

CGT, FO, Solidaires, FSU et les organisations de la jeunesse étudiante et lycéenne FIDL, MNL, UNEF, UNL appellent le **MARDI 5 OCTOBRE** dans l'unité à une journée de mobilisation et de grève de l'ensemble des travailleuses et travailleurs des secteurs privé et public et de la jeunesse.

Nous nous opposons à ce que la situation sanitaire soit utilisée par le gouvernement et le patronat pour accélérer la remise en cause des droits et conquêtes des salarié-e-s : menace sur notre système de retraite et refonte de l'assurance chômage qui baissera les allocations de 1,2 millions de chômeurs, recrutements de contractuels de droit privé dans la Fonction publique, poursuite de la dislocation de l'hôpital public en pleine pandémie (le gouvernement continue de fermer des lits et des hôpitaux)...

Dans notre pays la pauvreté explose alors que le CAC 40 bat des records et que les groupes multinationaux ont bénéficié des largesses de l'ETAT. La fortune des milliardaires Français s'est accrue de 68 % pendant la pandémie atteignant 430 milliards d'euros soit 20 % du PIB Français, et au 1^{er} juin 2021 ce chiffre atteint désormais 492 milliards (Bernard Arnault • LVMH• 123 milliards à lui seul).

Dans le même temps, les agent-e-s de la Fonction publique attendent toujours, et depuis des années, des mesures salariales à la hauteur de la perte de leur pouvoir d'achat.

Le gouvernement programme avant la fin de l'année l'écriture d'un code de la fonction publique qui accélèrera la destruction du statut de 1983.

À la DGFIP, nous allons à nouveau être la seule administration où près de 1500 emplois seront détruits en 2022 (plus de 40 000 emplois supprimés en 20 ans !).

Destruction d'emplois, destruction des droits (fin des CAP et bon vouloir directionnel pour les mutations), gel du point d'indice, restructurations incessantes tel est le quotidien que nous vivons.

REFUSONS LA RESIGNATION QUI N'EST PORTEUSE QUE DE DEGRADATION DE NOTRE SITUATION ! SOYONS dans l'ACTION :

- Pour peser sur les négociations salariales qui se sont ouvertes à la DGFIP le 20 septembre et qui doivent se clôturer à la mi-octobre.
- Pour la reconnaissance des agents : revendication d'un véritable plan de qualification et de promotion des agent-e-s ; augmentation salariale et indemnitaire ;
- Pour le recrutement des emplois nécessaires et utiles, et le comblement des emplois vacants qui pèsent sur l'exercice des missions et accélèrent des conditions de travail dégradées ;
- Pour des emplois statutaires, contre le recrutement de contractuels de droit privé, emplois statutaires qui sont la garantie de l'impartialité de l'administration ;
- Pour refuser la casse du réseau avec le « NRP » et la « démétropolisation » ;
- Pour obliger l'administration à recenser les besoins nécessaires au bon exercice de nos missions de service public.

**Tous et toutes dans l'action et la grève.
MANIFESTONS MARDI 5 OCTOBRE 2021
à 10 h 30 BOURSE DU TRAVAIL à TARBES.**



Les organisations syndicales CGT- FO – FSU – Solidaires – FIDL – MNL – UNEF – UNL réunies le 30 août appellent à la mobilisation de l'ensemble des travailleur-ses du secteur privé et public, et la jeunesse, le mardi 5 octobre 2021.

Elles rappellent qu'elles ont mis en garde le gouvernement, au début de l'été, face à ses projets de régression sociale. Elles ont, à cette occasion, formulé des solutions économiques et sociales pour sortir de la crise sanitaire.

Elles s'opposent à ce que la situation sanitaire soit utilisée par le gouvernement et le patronat pour accélérer la remise en cause des droits et des acquis des salarié.es et des jeunes. L'élargissement et l'accélération indispensables de la vaccination demandent de renforcer l'accès à la santé, les moyens de l'hôpital public et de la médecine du travail. Cela nécessite de convaincre et de rassurer, et non de sanctionner les salarié.es.

En cette rentrée, l'emploi est une des préoccupations essentielles des jeunes et du monde du travail. La précarité est en forte hausse, et malgré une opposition unanime, la mise en œuvre de la réforme de l'assurance chômage reste d'actualité. Le retour de la réforme des retraites que nous avons combattue et empêchée revient à l'ordre du jour. Gouvernement et patronat veulent imposer de nouveaux reculs sur les retraites. Le chômage partiel a provoqué la plupart du temps des baisses de rémunération importantes.

Trop de salarié.es, notamment les travailleurs-ses particulièrement exposé.es et dits de « 2^{ème} ligne », maintenu.e.s à de bas salaires ne voient aujourd'hui aucune perspective d'amélioration.

Les agent.e.s de la fonction publique attendent toujours et depuis des années des mesures salariales à la hauteur de la perte de leur pouvoir d'achat. Les jeunes ont vu l'investissement dans les aides directes baisser ces dernières années. Le dernier recul en date étant la suppression du repas à 1 euro pour toutes et tous, dont nos organisations réclament le rétablissement.

C'est pourquoi elles exigent :

- L'augmentation des salaires,
- l'abandon définitif des contre-réformes des retraites et de l'assurance chômage,
- un vrai travail avec un vrai salaire pour toutes et tous et l'égalité professionnelle femmes/hommes ;
- la conditionnalité des aides publiques selon des normes sociales et environnementales permettant de préserver et de créer des emplois ;
- l'arrêt des licenciements et la fin des dérogations au Code du travail et garanties collectives.
- un coup d'arrêt à la précarisation de l'emploi et à la précarité des jeunes en formation et une réforme ambitieuse des bourses ;
- la fin des fermetures de services, des suppressions d'emplois, du démantèlement et des privatisations dans les services publics et la fonction publique et le renforcement de leurs moyens ;
- Le rétablissement de tous les droits et libertés pour la jeunesse comme pour le monde du travail.

Les organisations **CGT- FO – FSU – Solidaires – FIDL – MNL – UNEF – UNL** affirment l'urgence d'augmenter le SMIC et les grilles de classifications, le point d'indice de la Fonction Publique, les pensions, les minima sociaux et les bourses d'études.

Elles appellent les femmes et les hommes de toutes les professions, les jeunes, les retraité.es à se mobiliser, **le 5 octobre**, par la grève et les manifestations, pour obtenir de meilleurs salaires, pour leurs emplois et leurs droits et une meilleure protection sociale. D'ores et déjà, elles décident de se revoir à l'issue de cette mobilisation.